

A côté de nous se trouvent aussi des anarchistes de toutes nuances. Que sont devenues leurs protestations véhémentes contre toutes les guerres ? Par quels actes se sont-elles traduites ? Le prolétariat français, dans son énorme majorité s'aperçoit, maintenant, que la tactique anarchiste n'est que verbalisme révolutionnaire et démagogie impuissante.

De l'occupation de la Ruhr et du procès de Mayence se dégage une grande leçon pour le prolétariat. Au feu de l'action, la tactique socialiste parlementaire et la tactique anarchiste individuelle ont définitivement fait faillite. En revanche, la tactique communiste s'est affirmée. Ce n'est qu'en exploitant les mouvements de mécontentement qui se produisent dans l'armée, en les soutenant, que nous arriverons à désagréger celle-ci et à empêcher qu'elle ne reste plus longtemps le meilleur instrument d'oppression du régime capitaliste.

IV. Le Procès de Mayence

La tournée Maginot et la répression

Le gouvernement avait bien compris le danger qui le menaçait. Il allait donc frapper, à tort ou à travers, peu importe, pourvu qu'on atteigne le but : empêcher les ouvriers allemands de se révolter contre le Kohlsyndicat, nouvel allié du Comité des Forges et rendre l'armée française à sa destination naturelle en régime capitaliste qui est la défense des patrons contre les ouvriers. Au début de l'occupation, le général Degoutte avait cru pouvoir amadouer les communistes pour s'en servir dans la lutte contre la résistance passive. Il se rendit bientôt compte que les communistes sont les adversaires acharnés des capitalistes français aussi bien que des capitalistes allemands. Aussi, il changea de méthode. Ce furent, tout d'abord, les interdictions des journaux communistes ; *La Freiheit* de Dusseldorf et ensuite le *Ruhr-Echo* à Essen furent interdits les premiers. Mais bientôt devaient s'y ajouter nos quotidiens de Gelsenkirchen, Duisbourg, Bochum, Dortmund, Hamborn, Buir, Solingen, Remscheid, Cologne, Aix-la-Chapelle et Ludwigshafen. Fin mai, tous les journaux communistes de la Ruhr étaient interdits. On portait ainsi un coup grave à la propagande communiste. C'était soutenir le capitalisme allemand. Mais qu'importe ! devant le communisme, ennemi commun, tous les capitalistes sont solidaires.

Puis vinrent les perquisitions, les occupations des locaux communistes. A Gelsenkirchen, Essen, Duisbourg, Bochum, Dortmund, les secrétaires fédéraux étaient arrêtés (Saul, Dopner, Schwal). Le camarade Copp du groupe de Dinslaken et le camarade Muller se refusant à remettre la liste des membres du groupe communiste, furent condamnés à plusieurs mois de prison. Plus de 100 ans de prison furent distribués à 4 camarades de Neustadt, 8 de Bochum, 4 de Dusseldorf, 2 de Buir, 5 de Wiesbaden, 3 de Pirmasens, 3 de Hamborn, 2 de Werben, 1 de Hombrunn, 1 de Scholten, 3 d'Essen, 4 de Herne. C'est à ce moment que se place la tournée Maginot du mois d'octobre. Son but principal était de se rendre compte sur place des décisions à prendre contre la pro-

pagande communiste. Le 24 octobre, la note suivante devait donner le signal de la répression en grand :

« N° 7426. — S.C.R. — 2/11 du 24/10/23.

» Note au sujet des fonds alimentant la propagande du Parti Communiste français.

» Le Parti Communiste français déploie depuis quelque temps une activité croissante, tant pour la propagande antimilitariste que pour la propagande communiste.

» Les sommes qu'il reçoit de la III^e Internationale pour alimenter cette propagande paraissent avoir augmenté.

» Prière de ne pas perdre de vue tout l'intérêt qu'il y a à avoir connaissance de ces mouvements de fonds, d'orienter en conséquence à l'E. M. de l'armée toutes les précisions qui pourraient être recueillies à ce sujet.

» Le Commandant en chef de S.R. et de S.C.R.,

» Signé : Lainey. »

Puis, le 17 novembre, c'est l'ordre N° 5842, où le général Degoutte exige « de surveiller très étroitement les agissements du Parti Communiste et de le mettre au plus tôt dans l'impossibilité de nuire. On profitera de toutes les circonstances pour arrêter les meneurs ».

La fraternisation en prison

Quelques semaines après, une série d'arrestations se produisait sur tous les territoires occupés. On arrête pêle-mêle plus de deux cents ouvriers et ouvrières, pères de famille de cinquante-dix ans, mères ayant à leur charge 4 à 5 enfants en bas-âge, jeunes filles de quinze, seize, dix-sept ans, de tout jeunes gens, et même un jeune enfant de treize ans. Les étrangers étaient soumis à une surveillance serrée, les Français surtout. On arrêtait toute personne aux allures louches. En peu de temps, de Landau à Essen, une gigantesque rafle jeta sous les verrous des Allemands, des Français, des Autrichiens, des Yougoslaves, des Italiens. Dans toutes les unités, ordre était donné d'arrêter tous ceux qui avaient été surpris à lire les publications communistes, tous ceux qui étaient suspects de sympathie pour le Parti, tous ceux que l'on avait vu fraterniser avec les ouvriers allemands. Un certain nombre d'ailleurs fut relâché. On ne garda que ceux connus comme anciens membres des Jeunesses, comme sympathiques au Parti, ou simplement ceux dont les parents étaient membres du Parti ou des organisations ouvrières. La méthode qui présida aux arrestations montre que ceux qui furent frappés le furent par hasard. Il ne pouvait pas en être autrement : si l'on avait voulu frapper tous les « coupables », c'est l'armée entière qu'il aurait fallu jeter en prison, car tous les soldats étaient arrivés aux mêmes sentiments. Le contact avec la population révolutionnaire, les brigades des chefs, la claire et belle attitude du Parti Communiste, tout cela les avait amenés à s'intéresser vivement à notre action, et il n'est pas un soldat de l'armée du Rhin qui n'ait lu avec plaisir nos publications, qui n'en ait parlé à ses camarades et qui, par là même, ne soit pas devenu un propagandiste de la Fraternisation.